



ASSEMBLÉE REPRÉSENTATIVE 17 JUIN 2023

CONTRE MACRON ET SON MONDE **CENSURE POPULAIRE!**



NOUS NE TOURNONS PAS LA PAGE DE LA BATAILLE DES RETRAITES

1. Depuis plusieurs mois, le pays vit un mouvement social parmi les plus puissants de ces 50 dernières années face à la volonté d'Emmanuel Macron et son gouvernement de reporter l'âge de la retraite à 64 ans. Il s'est exprimé à travers 13 journées de mobilisation réunissant plusieurs millions de personnes, des mouvements de grève reconductible, des actions de blocage dans des lieux de travail et d'études ou ailleurs, des manifestations spontanées ou des casseroles accompagnant Macron, ses ministres ou les parlementaires qui le soutiennent. Tout au long de la mobilisation, celle-ci a été soutenue par une très grande majorité du peuple français et par l'ensemble des organisations syndicales de salarié·es.
2. La France insoumise a pris toute sa part dans cette mobilisation. Elle a organisé partout sur le territoire près de 300 réunions publiques, parfois seule ou parfois avec nos partenaires de la NUPES ou encore avec des représentant·es syndicaux ou associatifs. Ses militant·es ont mené une intense campagne de conviction, distribuant plus de 17 millions de tracts et collant plus d'un million d'affiches. Elle a initié une caisse de grève, récoltant plus d'**1 million d'euros reversés en solidarité avec les grévistes** qui en ont fait la demande. Elle a multiplié les initiatives de communication sur les réseaux sociaux et a organisé une émission par semaine consacrée à la mobilisation sociale. C'est un effort sans précédent, sans commune mesure avec l'action des autres organisations politiques.
3. Malgré cette mobilisation d'ampleur soutenue par une très large majorité de la population, le pouvoir en place a fait le choix du passage en force. Il a d'abord tenté de prendre le mouvement social de cours en utilisant une procédure accélérée pour l'examen du texte à l'Assemblée nationale. Nous saluons l'action des député·es de La France insoumise qui ont empêché par leur détermination la mise en place du scénario gouvernemental, laissant ainsi au mouvement social le temps nécessaire pour se déployer dans les profondeurs du pays.
4. Mis en échec à l'Assemblée, le gouvernement a déclenché l'article 49.3 de la *Constitution* et fait adopter son texte sans vote. Face à la colère populaire qui s'est exprimée spontanément contre son coup de force, la macronie a, comme pendant le mouvement des Gilets jaunes, eu recours à une brutale répression policière et judiciaire. Cette nouvelle démonstration de l'autoritarisme du pouvoir a valu à notre pays des condamnations de nombreuses instances nationales et internationales de défense des droits humains. Parallèlement, la macronie a aussi alimenté la violence de l'extrême droite qui multiplie attaques et intimidations de toutes sortes, en particulier à l'encontre des migrant·es que le pouvoir macroniste ne cesse d'instrumentaliser pour diviser le mouvement populaire.

Nous dénonçons la remise en cause sans précédent de l'Etat de droit et la régression démocratique et appelons à constituer un front républicain, large et unitaire, de défense des droits et libertés civiles.

5. Ce projet de réforme des retraites n'a ni légitimité populaire, ni légitimité parlementaire. Et contrairement à ce que souhaitent Emmanuel Macron et Marine Le Pen, son assurance vie, invisible à l'Assemblée et appelant aussi à mettre un terme aux mobilisations, la page est loin d'être tournée. Le combat pour obtenir son retrait pur et simple se poursuit.

Après avoir soutenu la manifestation du 6 juin à l'appel de l'intersyndicale, La France insoumise appelle à participer à toutes les initiatives de mobilisation qui auront lieu dans les prochaines semaines. En particulier, elle propose d'organiser partout en France des initiatives le 14 juillet.

VITE, LA 6^E RÉPUBLIQUE !

6. Si le pouvoir en place a pu faire passer en force sa réforme, c'est parce qu'il peut s'appuyer sur les institutions iniques de la 5ème République. Elles ont démontré dans cette situation leur caractère antidémocratique et à quel point elles permettent à un homme seul de décider contre le pays tout entier. Cette mobilisation sociale inédite aura donc servi de formidable révélateur pour des millions de citoyen·nes sur les dangers de la monarchie présidentielle.

La France insoumise lance partout dans le pays d'une campagne de cafés populaires pour le passage à une 6^e République.

EN FINIR AVEC LA VIE CHÈRE

7. Alors que le pouvoir en place a pris la responsabilité de bloquer le pays pendant plusieurs mois pour imposer une attaque contre les retraites, les difficultés de nos concitoyen·nes s'accumulent. Elles sont d'abord sociales. L'inflation frappe lourdement une grande partie de la population qui peine de plus en plus à se nourrir, se loger ou se soigner correctement. Les prix alimentaires ont bondi de plus de 15%, les charges liées à l'énergie explosent, les loyers s'envolent. Mais les salaires, eux, stagnent et ne suivent pas l'envolée des prix. Les salaires réels (en tenant compte de l'inflation) ont ainsi baissé de près de 3% en un an. Ce sont des millions de personnes qui se serrent la ceinture ou sont dans l'incapacité de payer chaque mois leurs charges.
8. Face à cette situation, le gouvernement multiplie les appels à « faire des efforts » aux multinationales de l'agroalimentaire ou de l'énergie. Mais il ne prend aucune mesure contraignante alors que les marges de ces entreprises sont responsables d'une partie significative de la hausse des prix. Plus que jamais, le gel des loyers, le blocage des prix de produits de première nécessité, le plafonnement des dividendes, la hausse du SMIC ou l'indexation des salaires sur l'inflation sont des urgences vitales.

La France insoumise organisera cet été une caravane populaire contre la vie chère pour faire connaître ces propositions.

9. Alors que les multinationales versent des dividendes records, le gouvernement laisse faire et lance une grande opération de communication autour du partage de la valeur dans les entreprises.

Comme les ONG l'ont fait lors de l'Assemblée Générale de Total, la France insoumise appelle à mettre en lumière les agissements climaticides et antisociaux des multinationales.

FAIRE FACE À LA CRISE CLIMATIQUE

10. La crise est également écologique. Le premier mandat d'Emmanuel Macron était déjà un mandat perdu pour le climat. Depuis un an, le gouvernement n'a cessé de rejeter les propositions, même quand elles étaient majoritaires, pour se hisser à la hauteur du défi climatique. Cette impuissance n'est pas juste le résultat d'un échec ou un manque de priorité. Elle illustre l'impossibilité d'une véritable bifurcation écologique sans rompre avec les principes d'un capitalisme productiviste et prédateur des ressources naturelles. Aujourd'hui, le gouvernement avoue son renoncement à s'inscrire dans le cadre des accords de Paris en préparant un scénario d'adaptation à une hausse de la température mondiale de 4 degrés.
11. Nous ne l'acceptons pas. Nous voyons déjà sous nos yeux les conséquences du dérèglement climatique. Les événements climatiques extrêmes se multiplient et des départements entiers sont d'ores et déjà confrontés à des risques de sécheresse. Plus que de simples gestes individuels, la situation nécessite un changement systémique. Il est temps de planifier sérieusement notre bifurcation écologique, d'appliquer la règle verte, d'investir massivement dans le développement des énergies renouvelables et dans la rénovation énergétique et de sortir les biens communs des logiques de marché. Parce que les plus riches et les grandes entreprises sont les principaux émetteurs de gaz à effet de serre, ce sont eux qui doivent d'abord être mis à contribution. Nous refusons la volonté du gouvernement comme de la commission européenne de faire payer la facture au peuple.

La France insoumise mettra en place dans les prochains mois une campagne d'action sur l'eau et contre la sécheresse.

UNE FRANCE INSOUMISE RENFORCÉE POUR FAIRE GAGNER LA NUPES

12. Pour faire face à ces défis, les prochaines échéances électorales seront décisives. Face au macronisme déclinant et face à l'extrême droite qui menace, nous sommes les partisans et partisans de la Révolution citoyenne. Notre objectif est donc la conquête du pouvoir par les urnes. En juin dernier, nous avons constitué la NUPES en réunissant sous une même bannière et autour d'un programme de rupture les forces de gauche et écologistes. Loin d'être un simple accord électoral, nous voulons faire de la NUPES un outil politique large et commun, se déclinant localement et œuvrant au quotidien avec toutes celles et tous ceux, organisé-es ou non, qui aspirent à une autre société.

13. Pour y parvenir, nous avons besoin d'une France insoumise puissante et mobilisée. Depuis un an, notre mouvement politique est devenu avec la NUPES le principal mouvement d'opposition du pays. Ses militantes et ses militants ont agi sans relâche pour convaincre, mobiliser, soutenir et informer. Ses parlementaires ont porté la voix du peuple à l'Assemblée nationale comme au Parlement européen. Nous l'avons fait sous le flot quotidien des attaques lancées par nos adversaires et relayées par un système médiatique qui s'est illustré comme le dernier rempart d'un pouvoir à bout de souffle. Mais notre travail patient et déterminé porte peu à peu ses fruits.
14. Pour renforcer son efficacité, nous avons défini au mois de décembre dernier une feuille de route pour La France insoumise. Un certain nombre de chantiers ont d'ores et déjà été mis en place. La première promotion de l'institut la Boétie a terminé son cursus de formation et trois stages régionaux seront organisés au début du mois de juillet. Les cafés populaires ont été mis en place. Les ateliers des lois continuent à susciter l'implication citoyenne dans tout le pays. Notre réseau des élu-es locaux se structure et se forme. Notre mouvement s'est tenu aux côtés du mouvement social de la jeunesse. Les boucles départementales ont été initiées et ont tenu leurs premières réunions. Les espaces nationaux du mouvement se sont organisés et ont produit un premier bilan de leur action à l'occasion de notre Assemblée représentative.
15. La France insoumise a également accompagné la création d'un média insoumis papier mensuel, *le Journal de l'insoumission*, par sa fusion avec *L'insoumission hebdo*. Elle a produit une émission hebdomadaire d'actualité sur les réseaux sociaux. Dans un environnement médiatique dominé par quelques milliardaires s'offrant ainsi une zone d'influence, la maîtrise et la diffusion d'informations sont des outils indispensables à la nécessaire bataille culturelle des idées.
16. D'autres chantiers ont été engagés et vont se poursuivre dans les prochains mois. Des premières réunions pour la campagne d'achat des locaux ont pu avoir lieu et les premiers achats sont en attente de la réception par le mouvement de son financement public qui n'est toujours pas effectif. Des premiers budgets pour les boucles départementales vont pouvoir être mis en place après leur installation. Le pôle des développeur-euses a pu organiser un premier week-end d'échange avec l'objectif de pouvoir commencer ce travail de développement à partir de la rentrée de septembre.
17. Comme depuis sa fondation, le mouvement de la France insoumise reste un mouvement évolutif qui se construit en avançant.

Une nouvelle Assemblée représentative aura lieu à la fin de l'année 2023 pour faire le bilan des évolutions apportées en décembre dernier et se doter d'une nouvelle feuille de route.

D'ici là, nous invitons à nous retrouver par milliers pour les AMFIS2023 qui auront lieu à Valence du 23 au 27 août.

AR 23

ASSEMBLÉE REPRÉSENTATIVE 17 JUIN 2023

Événements fondateurs, les Conventions et les Assemblées représentatives permettent la construction collective de la France insoumise.

Ces rassemblements fixent les objectifs et les campagnes du mouvement en respectant le travail de fédération autour du programme *l'Avenir en commun*.

Ils proposent également de réfléchir à de nouvelles formes d'actions, à la création de nouveaux outils et à l'évolution des différents supports programmatiques.

La France insoumise se réunira au moins deux fois par an en Assemblée représentative. Les Assemblées représentatives réunissent les animateur·rices des Pôles et des Espaces du mouvement, ainsi qu'un·e insoumis·e tiré·e au sort parmi les animateur·rices de groupes d'action certifiés de chaque département, des Outre-mer et des Français·es de l'étranger. Les Assemblées représentatives font le lien entre la Coordination des Espaces et les groupes d'action de la France insoumise.

